

# Excise Appeals

31761117080044

Canada

## Introduction

This publication presents the basic processes that have been designed for the sales and excise tax appeals program, which will take effect when the Excise Tax Act is amended. More detailed information will be available at that time. The publication is meant to inform rather than be authoritative in all circumstances.

An Appeals Directorate has been established within the Excise Branch of National Revenue and it will operate independently of other branch directorates and of the regional offices. It will handle objections to assessments and refund disallowances for sales and excise taxes.

## Purchaser Objections

A person who buys goods conditionally exempt of tax (based on status or the intended use of the goods or both,) may file a Notice of Objection when the supplier is either assessed or is refused a refund of tax on the particular transactions.

This right may arise

- as a result of the supplier assigning its own right to file a Notice of Objection;
- as a result of the supplier not filing a Notice of Objection on the particular transactions during the 90 day period following the assessment or refusal to refund the tax.

In either case the purchaser must file the Notice of Objection within 120 days following the assessment or refusal to refund the tax.

Further, the buyer must pay the supplier for the amount of tax in dispute but the Minister will refund direct to the buyer any amount that is recoverable following disposition of the Notice of Objection.

Taxpayers and claimants are encouraged to try to resolve contentious matters with their local Excise offices before filing a Notice of Objection. Excise offices must provide explanations and supporting details for assessments and for any changes to claims for refunds.

NOTICE OF ASSESSMENT OR REFUND DETERMINATION

NOTICE OF OBJECTION 90 DAYS

VALIDATION OF NOTICE OF OBJECTION AND REGISTRATION

A check process ensures that a specific assessment or refund claim is identified, that the time limit has been met and that the Notice of Objection has been filed by an eligible person. Once the Notice of Objection has been registered, a letter of acknowledgement is issued and concurrently, the Regional Excise Office is notified. These steps should take about 5 days.

## Costs

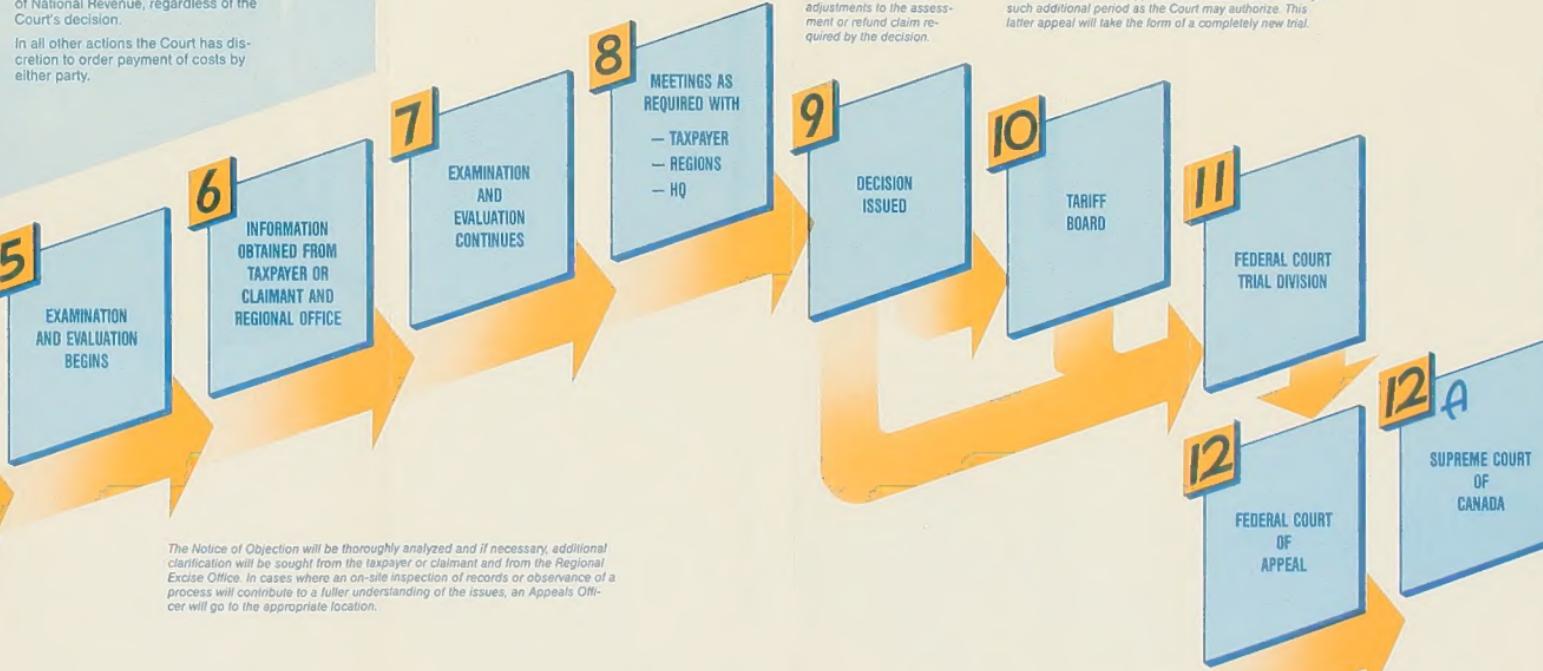
The Tariff Board does not have authority to award costs to either party to an appeal.

Should the Minister of National Revenue appeal a decision of the Tariff Board to the Federal Court, Trial Division and the amount of tax in dispute does not exceed \$10,000, all reasonable and proper costs of the other party, in respect of the Federal Court action shall be paid by the Minister of National Revenue, regardless of the Court's decision.

In all other actions the Court has discretion to order payment of costs by either party.

Upon completion of the examination and evaluation of all of the material presented in support of the objection, application of the law will be determined and the decision (with reasons) issued to the taxpayer or claimant by the Appeals Directorate. In most cases, decisions will be issued within 90 days of the Notice of Objection. The Regional Excise Office will automatically make any adjustments to the assessment or refund claim required by the decision.

The Minister's decision may be appealed within 90 days either to the Tariff Board or to the Federal Court, Trial Division, whichever the taxpayer or refund claimant chooses. The Tariff Board's decision will be appealable to the Federal Court, Trial Division, if application is made within 120 days or such additional period as the Court may authorize. This latter appeal will take the form of a completely new trial.



Further avenues of appeal are to the Federal Court of Appeal and to the Supreme Court of Canada and are subject to the Rules and Procedures under the Federal Court Act.

# Service des appels de l'Accise

Canada

## Introduction

Cette publication réunit les principales dispositions élaborées pour le programme des appels sur les taxes de vente et d'accise. Elle est destinée à être une source de renseignements sur le système plutôt qu'un guide formel de toutes les situations. Le système fonctionnera lorsque la Loi sur la taxe d'accise aura été modifiée. De plus amples renseignements seront alors disponibles.

Le Service des appels de la Direction de l'accise du Revenu national a été établi et fonctionnera indépendamment des autres services de la Direction et des bureaux régionaux. Il s'occupera des oppositions aux cotisations et aux demandes refusées de remboursement à l'égard des taxes de vente et d'accise.

Il est recommandé aux contribuables et aux réclamants d'essayer de résoudre les questions en litige avec le bureau local de l'accise avant de présenter un avis d'opposition. Les bureaux de l'accise sont obligés de fournir des explications et des détails à l'appui des cotées imposées et de tout changement apporté aux demandes de remboursement.

1 AVIS DE COTISATION OU DÉTERMINATION D'UN REMBOURSEMENT

2 AVIS D'OPPOSITION 90 JOURS

3 VALIDATION DE L'AVIS D'OPPOSITION ET ENREGISTREMENT

4 L'ACCUSÉ DE RÉCEPTION EST ENVOYÉ AU CONTRIBUABLE OU AU RÉCLAMANT ET LE BUREAU RÉGIONAL EST AVISÉ

5 L'EXAMEN ET L'ÉVALUATION COMMENCENT

6 LES RENSEIGNEMENTS SONT OBTENUS DU CONTRIBUABLE OU DU RÉCLAMANT ET DU BUREAU RÉGIONAL

7 L'EXAMEN ET L'ÉVALUATION CONTINUENT

8 RENCONTRES (SI NÉCESSAIRE) AVEC  
- LE CONTRIBUABLE  
- LA RÉGION  
- L'ADMINISTRATION CENTRALE

9 DÉCISION RENDUE

10 COMMISSION DU TARIF

11 COUR FÉDÉRALE DIVISION DE PREMIÈRE INSTANCE

12 COUR FÉDÉRALE DIVISION DES APPELS

12 A COUR SUPRÉME DU CANADA

## Oppositions de l'acheteur

La personne qui achète des marchandises conditionnellement exemptes de taxe selon son statut ou l'utilisation prévue des marchandises, ou les deux, peut signifier un avis d'opposition lorsqu'une cotisation est imposée au fournisseur ou qu'on lui refuse un remboursement de la taxe à l'égard de certaines transactions.

Ce droit est obtenu lorsque:

- le fournisseur lui cède son droit d'opposition; ou
- le fournisseur ne présente pas d'avis d'opposition dans les 90 jours suivant une cotisation ou le refus de rembourser la taxe à l'égard de certaines transactions.

Dans chaque cas, l'acheteur doit signifier son avis d'opposition dans les 120 jours qui suivent la cotisation ou le refus de rembourser la taxe au fournisseur. De plus, l'acheteur doit payer au fournisseur le montant de taxe en litige; mais le Ministre remboursera directement à l'acheteur tout montant dont le recouvrement sera accordé lorsque la question de l'avis d'opposition sera réglée.

Un processus de validation permet de vérifier si la cotisation en question ou la demande de remboursement est identifiée, si le délai a été respecté et si l'avis d'opposition a été présenté par une personne admissible. Lorsque l'avis d'opposition est enregistré, un accusé de réception sera envoyé et le bureau régional de l'accise en sera aussi avisé. Ces étapes s'effectuent généralement dans les cinq jours.

## Frais

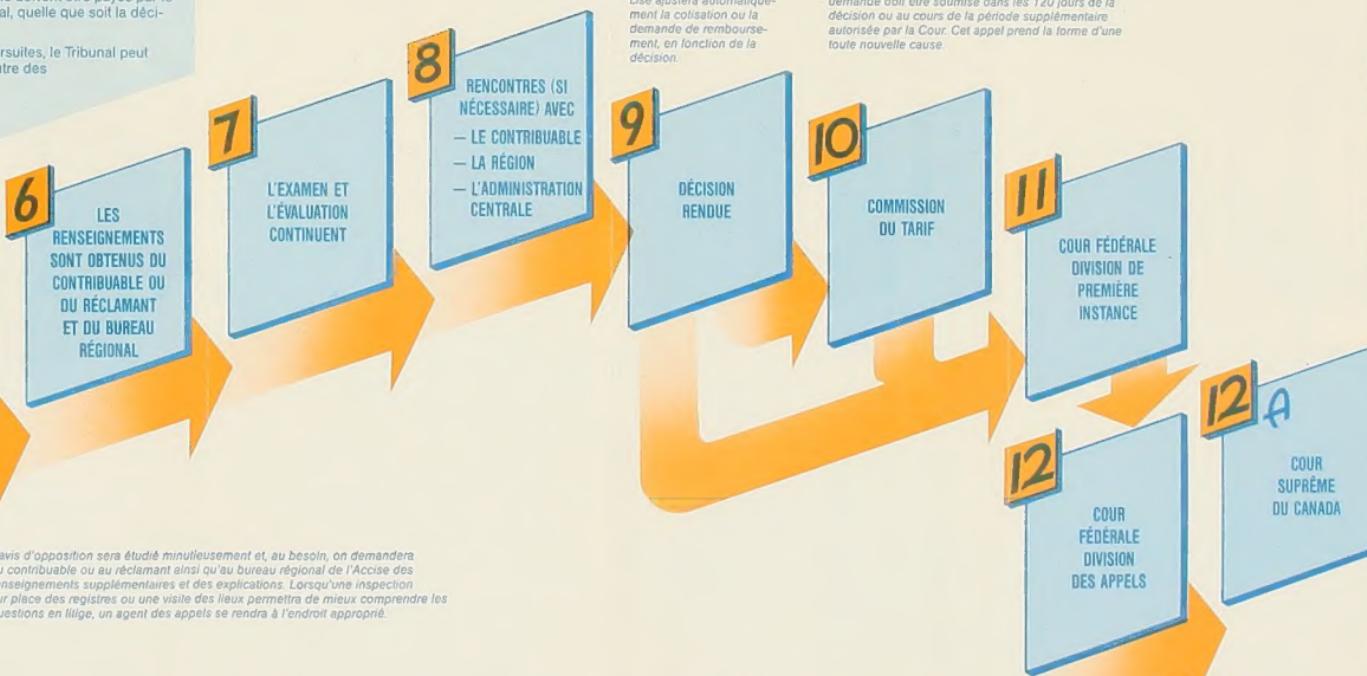
La Commission du Tarif n'est pas tenue d'adjudiquer les frais à l'une des parties de l'appel.

Si le ministre du Revenu national interjette appel d'une décision de la Commission du Tarif auprès de la Division de première instance de la Cour fédérale, et que le montant de la taxe en litige ne dépasse pas 10 000 \$, les frais raisonnables dûment engagés par l'autre partie pour les poursuites en Cour fédérale doivent être payés par le ministre du Revenu national, quelle que soit la décision du Tribunal.

Pour toutes les autres poursuites, le Tribunal peut ordonner que l'une ou l'autre des parties paye les frais.

Lorsque tous les documents présentés à l'appui de l'opposition auront été examinés et évalués, la façon d'appliquer la loi sera déterminée. Le Service des appels avisera le contribuable ou le réclamant de la décision et des motifs s'y rapportant. Dans la plupart des cas, les décisions seront rendues dans les 90 jours de l'avis d'opposition. Le bureau régional de l'accise ajustera automatiquement la cotisation ou la demande de remboursement, en fonction de la décision.

Le contribuable ou le réclamant du remboursement peut en appeler de la décision du Ministre dans les 90 jours, soit auprès de la Commission du Tarif ou de la Division de première instance de la Cour fédérale. La décision de la Commission du Tarif peut faire l'objet d'un appel auprès de la Division de première instance de la Cour fédérale. La demande doit être soumise dans les 120 jours de la décision ou au cours de la période supplémentaire autorisée par la Cour. Cet appel prend la forme d'une toute nouvelle cause.



L'avis d'opposition sera étudié minutieusement et, au besoin, on demandera au contribuable ou au réclamant ainsi qu'au bureau régional de l'accise des renseignements supplémentaires et des explications. Lorsqu'une inspection sur place des registres ou une visite des lieux permettra de mieux comprendre les questions en litige, un agent des appels se rendra à l'endroit approprié.

D'autres recours en appel à la Cour fédérale, division des appels, et à la Cour suprême du Canada sont possibles et sont tous assujettis aux règlements et procédures de la Loi sur la Cour fédérale.